ASSEMBLÉE NATIONALE

2 mai 2016

ACTION DE GROUPE ET ORGANISATION JUDICIAIRE - (N° 3204)

Adopté

AMENDEMENT

N ° CL267

présenté par

M. Clément, rapporteur, M. Le Bouillonnet, rapporteur et Mme Untermaier

ARTICLE 48

Après le mot : « magistrat », rédiger ainsi la fin de l'alinéa 40 :

« désigné par le ministre de la justice en application du second alinéa de l'article R. 811-40. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement prévoit que lorsque la Caisse des dépôts et consignations constate l'inactivité pendant au moins six mois d'un compte ouvert par un administrateur ou un mandataire judiciaires dans le cadre d'une procédure collective représentant des intérêts importants, elle doit en informer le magistrat qui coordonne les inspections de ces administrateurs et mandataires judiciaires au sein de l'administration centrale du ministère de la justice, plutôt que l'un des treize magistrats inspecteurs régionaux, comme le prévoit le texte adopté par le Sénat.